

Réf. : RC_MISSION_AMO_ENVIRONNEMENT_NOUVEAU BATIMENT TERTIAIRE CADARACHE

REGLEMENT DE CONSULTATION

relatif à la procédure **adaptée ouverte** ayant pour objet :

**MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE « ENVIRONNEMENT »
POUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN NOUVEAU BATIMENT
TERTIAIRE POUR LE COMPTE DE L'IRSN, SUR LE SITE CEA DE
CADARACHE (13)**

IRSN

PTT/DIS/CPPI

Date limite de réception des offres: le **25 janvier 2021 à 12h00**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2 - MARCHES SIMILAIRES	6
ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION	6
ARTICLE 4 - LES MODALITES DE DEPOT DES PLIS	8
ARTICLE 5 - CAS DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES	11
ARTICLE 6 - DOCUMENTS A RETOURNER PAR LE CANDIDAT.....	12
ARTICLE 7 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	16
ARTICLE 8 - NEGOCIATIONS.....	18
ARTICLE 9 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE	19
ARTICLE 10 - SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT ET NOTIFICATION.....	21
ARTICLE 11 - CAS DES MARCHES SENSIBLES OU CLASSIFIES.....	22
ARTICLE 12 - PROCEDURE DE RECOURS	24

LISTE DES ANNEXES :

NUMERO	DESIGNATION
ANNEXE 1	DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE LA CONSULTATION

1.1 Type de procédure

La présente consultation est passée selon la procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 1°, R. 2123-4 et R. 2123-5 du code de la commande publique.

1.2 Objet de la consultation

La présente procédure a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage « Environnement » pour le projet de construction d'un nouveau bâtiment tertiaire pour le compte de l'IRSN, sur le site CEA de Cadarache (13).

1.3 Allotissement

Le marché est global et ne fait l'objet d'aucun allotissement.

Conformément aux articles L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique le motif de non allotissement est le suivant :

- la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations. De plus, l'individualisation de prestations distinctes n'est pas possible.

1.4 Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV), est:

- 71313000 Services de conseil en ingénierie de l'environnement

1.5 Forme des prix

Le marché objet de la présente procédure est un marché à prix forfaitaire. Le forfait est détaillé dans la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) qui constitue une annexe financière de l'acte d'engagement.

1.6 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée prévisionnelle d'environ 41 mois, à compter de sa date de notification. Cette durée dépendra des prestations supplémentaires éventuelles retenues ou non lors de l'attribution du marché.

1.7 Variantes

1.7.1 Variantes libres

Les variantes sont autorisées. Les candidats qui présentent des variantes doivent également remettre une offre distincte pour la solution de base. Les exigences minimales que les variantes doivent respecter et les modalités de leur présentation sont les suivantes :

Démontrer que la variante apporte une valeur ajoutée particulière pour l'atteinte des objectifs définis ;

Les variantes doivent permettre la satisfaction des besoins fonctionnellement exprimés au cahier des charges.

1.7.2 Variantes imposées par le pouvoir adjudicateur

Sans objet

1.8 Prestations supplémentaires éventuelles obligatoires

L'IRSN demande aux opérateurs économiques de proposer obligatoirement dans leur offre les prestations supplémentaires suivantes:

PSE 1 : « Phase 3 Analyse des offres en phase consultation, participation aux jurys de sélection (entre avril et octobre 2021)»

PSE 2 : « Phase 4 Négociation et mise au point du marché (entre octobre et novembre 2021)»

PSE 3 : « Phase 5 Analyse du projet lauréat en phase conception détaillée (entre janvier et avril 2022) »

PSE 4 : « Phase 6 Suivi démarche HQE Bâtiment durable, en phase réalisation, réception et exploitation, jusqu'à obtention de la certification (entre mai 2022 et juillet 2024) »

Toute offre qui ne comprendra pas de proposition pour les prestations supplémentaires susmentionnées sera déclarée irrégulière et sera rejetée.

L'IRSN se réserve le droit de commander ou non chacune des prestations supplémentaires lors de la notification du marché.

ARTICLE 2 - MARCHES SIMILAIRES

Le marché qui sera attribué à l'issue de la procédure de mise en concurrence, pourra faire l'objet le cas échéant de marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, conformément à l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 - ORGANISATION DE LA CONSULTATION

3.1 Contenu du dossier de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>.

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- le présent règlement de consultation, et ses annexes :
 - Annexe 1 : Demande d'acceptation d'un sous-traitant
- un acte d'engagement et son annexe :
 - Annexe 1 : annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire)
- le Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des charges PTT/DIS-CPPI/2021-00001 et ses annexes:
 - Annexe 1 : Le plan des contraintes zone nouveau bâtiment tertiaire ;
 - Annexe 2 : Emprise projet bâtiment tertiaire Cadarache ;
 - Annexe 3 : Pré-programme - Nouvel ensemble bâtiment tertiaire ;
 - Annexe 4 : Voirie et stationnement – Nouveau bâtiment tertiaire CAD ;

- Annexe 5 : La fiche d'appel à projet de construction d'un nouveau bâtiment tertiaire pour le compte de l'IRSN, sur le site CEA de Cadarache présentée aux services de l'Etat dans le cadre du plan de relance

Le Cahier des Dispositions Générales applicables aux marchés passés par l'IRSN (version de novembre 2006) est accessible sur le portail achats de l'IRSN à l'adresse www.irsn.fr.

Les règlements applicables aux installations dans lesquelles devront s'effectuer les prestations seront communiqués aux opérateurs économiques sur simple demande via la plateforme PLACE.

En cas de difficulté de téléchargement des pièces ou d'utilisation de la plateforme, le candidat est invité à se rapprocher du support technique de la plateforme (manuels d'aide à l'utilisation, et support téléphonique accessibles depuis la plateforme).

NOTA: Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat est invité à renseigner sa raison sociale, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant d'assurer de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse, le cas échéant, bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles questions/réponses ou report de délais de remise des plis ainsi que des divers échanges avec l'IRSN (tels que demande de complément, invitation aux négociations, résultats de la consultation, notification du marché ou de l'accord-cadre).

En cas de changement d'adresse pendant la procédure de passation, la nouvelle adresse devra être communiquée dans les meilleurs délais à l'IRSN via la plateforme PLACE.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de tous les échanges et informations complémentaires diffusés par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation, en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de suppression ou de modification de ladite adresse électronique.

3.2 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 6 mois à compter de la date limite de remise des offres.

3.3 Modifications de détail au dossier de consultation des entreprises

L'IRSN se réserve le droit d'apporter au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, mentionnée en première page du présent document, des modifications de détail au présent dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente sera reportée du même nombre de jours.

3.4 Renseignements complémentaires

Pour obtenir les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir, **au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres**, une demande écrite en utilisant les modalités prévues par la plateforme dématérialisée <https://www.marches-publics.gouv.fr> à la rubrique « Déposer une question / Consulter les réponses ».

3.5 Visite de site

Il n'est pas prévue de visite sur site.

ARTICLE 4 - LES MODALITES DE DEPOT DES PLIS

VOIE DEMATERIALISEE UNIQUEMENT VIA LA PLATEFORME PLACE

<https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le procédé de transmission imposé pour l'envoi des candidatures et des offres est la voie dématérialisée. Pour chaque étape de la procédure, les candidats devront respecter ce mode de transmission pour l'ensemble des documents qu'ils transmettent à l'IRSN.

Il est de la responsabilité des opérateurs économiques de contrôler suffisamment en avance la conformité de leur poste informatique avec les prérequis de la salle des marchés publics du profil d'acheteur. Les éventuels frais de mise en conformité, d'accès au réseau Internet et de recours à la signature électronique sont à la charge du candidat.

Tout fichier constitutif de la candidature et/ou de l'offre devra être exempt d'un quelconque virus informatique et devra être préalablement traité, à cette fin, par le soumissionnaire par un anti-virus régulièrement mis à jour. Il en est de même pour tout autre fichier échangé dans le cadre de cette procédure de marché public. L'IRSN pourra procéder à un archivage de sécurité de tout fichier contenant un virus informatique. Dès lors, celui-ci sera réputé n'avoir jamais été reçu.

4.1 Modalités générales de présentation des réponses par voie dématérialisée

La réponse devra parvenir avant les dates et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les candidats sont invités à ne pas attendre le dernier moment pour remettre leur offre.

La réponse comportera le dossier « candidature » tel que décrit à l'article 6.1 et le dossier « offre » tel que décrit à l'article 6.2 du présent règlement de la consultation.

Le candidat déposera son pli sur la plateforme dématérialisée PLACE, utilisée par l'IRSN : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des fichiers aux formats électroniques suivants : Word (doc, docx), Excel (xls, xlsx), Acrobat (pdf).

4.2 Copie de sauvegarde

Les candidats peuvent adresser, sur support papier ou sur support physique électronique (Clé usb, cd-rom...), une copie de sauvegarde des documents transmis électroniquement.

NB : l'IRSN préconise le support physique électronique en cas d'envoi d'une copie de sauvegarde

Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention :

«- MAPA - MISSION D'ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE « ENVIRONNEMENT » CONSTRUCTION
D'UN NOUVEAU BATIMENT TERTIAIRE POUR LE COMPTE DE L'IRSN, SUR LE SITE CEA DE
CADARACHE »

Copie de sauvegarde d'une offre électronique

n° du ou des lots, le cas échéant

"NE PAS OUVRIR PAR LE SERVICE COURRIER "

Les copies de sauvegarde seront :

- soit déposées par porteur et remis à l'accueil de l'IRSN, situé 31 avenue de la Division Leclerc, 92260 Fontenay-aux-Roses. En cas de difficulté, il convient de faire appeler par l'accueil le numéro suivant : 01-58-35-91-56. Elles devront être remises contre récépissé à l'accueil susvisé du lundi au vendredi de 9h00-12h30 et 14h00-17h30 avant les date et heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.
- soit envoyées par correspondance, à l'adresse indiquée suivante :

Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire

SG/SAC

A l'attention de Guillaume BARRAL

Boîte Postale n° 17

92262 FONTENAY-AUX-ROSES CEDEX

Les copies de sauvegarde seront acheminées aux frais et risques des candidats. La date et l'heure de réception doivent être déterminées de façon certaine. Il est conseillé de choisir un mode d'envoi avec suivi complet.

Le pouvoir adjudicateur ne peut procéder à l'ouverture d'une copie de sauvegarde que si l'ensemble des conditions suivantes sont réunies :

- elle a été reçue avant les date et heure de remise des plis mentionnées en page de garde du présent document ;

- elle a été remise/envoyée sous enveloppe cachetée ou elle comporte la mention « copie de sauvegarde » ;
- les circonstances de fait entrent dans le champ des cas d'ouverture de la copie de sauvegarde tels que fixés dans l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition du dossier de la consultation et de la copie de sauvegarde :
 - o un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ou ;
 - o une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

A défaut, elles ne seront pas ouvertes et seront détruites.

Par ailleurs, dans le cas où le pouvoir adjudicateur aurait procédé à l'ouverture d'une copie de sauvegarde dans les conditions précitées, cette dernière sera écartée et détruite dès lors qu'un programme informatique malveillant aura été détecté.

ARTICLE 5 - CAS DU GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES

5.1 Généralités

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

Deux cas sont à distinguer :

- Cas d'un mandataire habilité : Si les cotraitants ont habilité le mandataire à les engager contractuellement dans la lettre de candidature ou équivalent, seul le mandataire signe l'acte d'engagement au stade de l'attribution.
- Cas d'un mandataire non habilité : Si les co-traitants n'ont pas habilité le mandataire à les engager contractuellement, chaque membre du groupement doit signer l'acte d'engagement au stade de l'attribution.

Un même opérateur économique ne peut se présenter pour un même marché public en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements, ni en qualité de membre de plusieurs groupements.

5.2 Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques

En cas d'attribution du marché à un groupement, il est exigé que le mandataire soit solidaire.

La composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché public.

ARTICLE 6 - DOCUMENTS A RETOURNER PAR LE CANDIDAT

Les dossiers envoyés par les candidats devront respecter les dispositions suivantes :

- les documents au format Excel doivent être transmis sous format Excel (ou tableur équivalent) modifiable, et les documents aux formats Word et Pdf doivent être exploitables pour la recherche plein texte, en version non protégée et non verrouillée ;
- l'ensemble des documents fournis par le candidat en réponse à la présente procédure est rédigé en langue française. Dans l'hypothèse où le candidat produit un document dans une autre langue, ce document doit être accompagné d'une traduction en français ;
- Le candidat doit produire un dossier de candidature complet permettant d'évaluer ses capacités juridiques, techniques et professionnelles ainsi qu'économiques et financières.

Le candidat et chaque membre du groupement remettent un dossier de candidature complet. Si le candidat recourt à la sous-traitance, l'ensemble des éléments de la candidature doit être transmis pour chaque sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce ou de ces sous-traitant(s) pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit du/des sous-traitant(s).

A défaut de production des documents visés aux points ci-dessous ou de l'un des renseignements obligatoires qu'ils requièrent, l'intégralité de la candidature peut être rejetée.

6.1 Dossier relatif à la Candidature

Le candidat est invité à remettre sa candidature sous l'UN des formats suivants :

- DUME : Article R. 2143-4 du code de la commande publique et <https://www.economie.gouv.fr/daj/dume-esp/> / <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/#/>

- **Utilisation des formulaires DC1 et DC2 :**
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Quel que soit le format choisi par le candidat, l'IRSN doit avoir à sa disposition les informations suivantes :

1) Informations générales sur le candidat

- Inscription sur un registre professionnel pertinent, registre du commerce, fournir un extrait Kbis de moins de 3 mois ;
- Attestation sur l'honneur que le candidat ou un des membres du groupement ou de ses sous-traitants, n'est pas concerné par l'un des motifs d'exclusion mentionnés au chapitre 1er du titre IV du livre Ier de la deuxième partie du code de la commande publique (articles L. 2141-1 et suivants du code de la commande publique) ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise ;
- Informations relatives aux représentants de l'opérateur économique ;
- Si le candidat ou un membre du groupement est en redressement judiciaire, il joint à ce formulaire, une copie du ou des jugements prononcés ;

2) Informations sur les capacités économique et financière du candidat

- une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et la part affectée à des prestations de même nature réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou équivalent ;
- Les assurances contre les risques professionnels ;

3) Informations sur les capacités technique et professionnelle du candidat

- une liste de trois références pour des prestations similaires et dont les compétences mis en œuvre sont du même ordre que celles exigées pour la réalisation de la mission objet de la consultation, réalisées au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date, la durée et le destinataire public ou privé, ainsi qu'une description succincte des prestations réalisées ;

- une indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres du candidat ;
- Une indication des certificats de qualifications professionnelles du candidat, listés ci-après, ou tout document équivalent (prouvés par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou références équivalentes) :
 - OPQIBI 0106 AMO en développement durable;
 - OPQIBI 0110 AMO en qualité Environnementale des Opérations
 - OPQIBI 1903 Ingénierie d'ouvrages de bâtiment en développement durable
- une déclaration indiquant le nombre de cadres, les effectifs moyens annuels pour chacune des trois dernières années, ainsi que la part des effectifs affectés à des prestations de même nature que celles du marché ;
- une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché ;
- le certificat ISO 9001 ou autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité produites par les candidats.

Quel que soit le format choisi par le candidat (Formulaires DC ou DUME), les éléments de la candidature transmis pourront faire l'objet de demandes de compléments.

Pour la réalisation de cette mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage « Environnement », les compétences suivantes sont demandées :

- Ingénierie en Qualité Environnementale des Opérations
- Ingénieries couvrant l'ensemble des compétences en développement durable
- Urbanisme « environnemental »
- Coordination et animation d'équipes pluridisciplinaires

Pour les marchés sensibles ou classifiés :

Se reporter à l'article 11 du présent règlement de la consultation.

6.2 Dossier relatif à l'offre

Le candidat doit produire un dossier complet, comprenant les pièces suivantes présentées de la manière suivante :

Titre 1 : l'acte d'engagement, en format Word, rigoureusement complété et accompagné :

- de son annexe financière complétée (DPGF) ;

En complément de cette DPGF transmise par l'IRSN et complétée par les candidats, ces derniers doivent également remettre une décomposition présentant pour chaque phase de mission, le nombre d'unité de travail prévu pour chacun des intevenants prévus et affectés à la réalidation de la mission.

- le cas échéant, du formulaire de demande d'agrément d'un sous-traitant.

Titre 2 : le mémoire technique

Le mémoire technique développera notamment les sujets suivants clairement identifiés par chapitre ou partie :

- Chapitre 1 : Présentation de l'équipe et de l'organisation prévue pour l'exécution de la mission (joindre impérativement les curriculum vitae de chaque intervenant faisant apparaitre les qualifications, diplomes, expériences, compétences...) avec l'identification des sous-traitants éventuels
- Chapitre 2 : Présentation du fonctionnement de l'organisation prévue par phase dans ses relations avec l'IRSN et de la méthodologie déployée pour l'exécution des prestations
- Chapitre 3 : Calendrier détaillé d'exécution de la mission (phase 1 à phase 6 inclue)

A défaut de production des documents visés aux points ci-dessus ou de l'un des renseignements obligatoires qu'ils requièrent, l'intégralité de l'offre peut être rejetée.

ARTICLE 7 - JUGEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1 Vérifications préalables

Avant d'entreprendre l'analyse et la notation des offres au regard des critères d'attribution énumérés aux articles ci-après, il est procédé à la vérification de la complétude des candidatures et de la recevabilité des offres présentées par rapport aux exigences indiquées dans les documents de la consultation.

Le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de procéder à la vérification des candidatures après le classement des offres, conformément à l'article R. 2144-3 du code de la commande publique.

7.2 Jugement des candidatures

L'analyse des candidatures porte sur :

- Leur recevabilité
- Les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat
 - Les candidats sont informés que, concernant les capacités financières, l'IRSN vérifiera également la note PREFACE pour les 3 derniers exercices à l'aide de la base de données fournisseurs DIANE.
 - A défaut de la disponibilité de la note DIANE, une évaluation est faite sur les résultats de l'entreprise et l'évolution de son CA.

Ne sont pas admises les candidatures qui ne sont pas recevables ou qui ne présentent pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes.

En cas de groupement, la recevabilité est analysée pour chaque opérateur économique. L'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières est globale.

7.3 Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues au chapitre II (Examen des offres) du titre V (Phase offres) du livre Ier (Dispositions générales) de la 2^{ème} partie (Marchés publics) du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'IRSN choisit l'offre économiquement la plus avantageuse au terme d'un classement opéré par application des critères et sous-critères pondérés suivants :

Critères	Pondération en nombre de points	Sous-critères et pondération en nombre de points
Prix	30	Apprécié au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire de la mission (DPGF) (annexe financière de l'acte d'engagement)
Valeur technique	70	Apprécié au regard des items développés au mémoire technique ; <ul style="list-style-type: none"> - Adéquation au cahier des charges des prestations prévues (15 points) - Organisation, recommandations et méthode retenue pour l'exécution de la mission (20 points) - Pertinence des moyens mis en œuvre et des compétences des personnels prévus, pour garantir la bonne réalisation de la prestation et organisation qualité associée (20 points) - Respect du délai global de la mission et du phasage des prestations (15 points)
TOTAL	100 points	

Les modalités de notation du critère prix sont les suivantes :

Sous réserve de la conformité des offres aux dispositions du DCE, le critère PRIX noté sur 30 points sera évalué sur la base de l'Annexe financière (décomposition du prix global et forfaitaire) comme suit : Note prix = Pondération x (offre la moins élevée/offre analysée)

Les modalités de notation du critère technique (70 points) sont les suivantes :

- Adéquation au cahier des charges des prestations prévues (15 points)
- Organisation, recommandations et méthode retenue pour l'exécution de la mission (20 points)
- Pertinence des moyens mis en œuvre et des compétences des personnels prévus, pour garantir la bonne réalisation de la prestation et organisation qualité associée (20 points)
- Respect du délai global de la mission et du phasage des prestations (15 points)

7.4 Demande de précision nécessaire à l'appréciation de l'offre

L'IRSN se réserve la possibilité de demander aux candidats :

- des informations et précisions complémentaires nécessaires à l'appréciation de la teneur de leur offre
- tous sous-détails de prix nécessaire à l'appréciation de l'offre du candidat.

ARTICLE 8 - NEGOCIATIONS

8.1 Régularisation des offres irrégulières

Conformément à l'article R. 2152-1 du code de la commande publique, et avant tout classement, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de régulariser les offres irrégulières au cours de négociation préalable.

Le pouvoir adjudicateur est libre de procéder à la régularisation des offres concernées. Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur traitera de manière égalitaire tous les opérateurs économiques concernés par une problématique de régularisation d'offres.

8.2 Négociation

Avant d'attribuer le marché, l'IRSN se réserve la possibilité d'engager une négociation - sous réserve d'un nombre suffisant de candidats - avec les **3 soumissionnaires** ayant obtenu les meilleures notes à l'issue d'un premier classement, au vu des critères de jugement des offres.

Les négociations pourront prendre la forme d'un entretien ou d'un échange de courriers.

Les candidats admis à la négociation seront informés des modalités et des échéances de la négociation via la plateforme PLACE ou par messagerie électronique.

La négociation pourra, si besoin, se dérouler en plusieurs phases.

La négociation peut porter sur tous les éléments de l'offre y compris le prix. Les exigences minimales mentionnées dans le cahier des charges et les critères d'attribution ne peuvent faire l'objet de négociation.

Les négociations sont conduites dans le respect du principe d'égalité de traitement de tous les soumissionnaires invités à négocier.

En l'absence de remise d'une offre négociée par un candidat, l'IRSN pour le jugement des nouvelles offres prendra en compte la dernière offre remise par ledit candidat.

L'IRSN se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation. **Il est donc de l'intérêt du candidat d'optimiser son offre dès la remise de celle-ci.**

Les documents élaborés par les candidats dans le cadre des négociations seront transmis selon les mêmes modalités que celles indiquées pour la remise des offres initiales.

ARTICLE 9 - DOCUMENTS A PRODUIRE AU STADE DE L'ATTRIBUTION DU MARCHE

Dans l'hypothèse où le candidat verrait sa proposition retenue à l'issue de la procédure, celui-ci, conformément aux stipulations des articles R. 2143-6 à R. 2143-9 du code de la commande publique devra impérativement produire dans un délai imparti à compter de la demande de l'IRSN :

9.1 Les pièces prévues à l'article D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, à savoir :

« 1° une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois » dont il s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une

liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

d) Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription. »

9.2 Les Attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Afin de satisfaire aux obligations fixées au 9.2, le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

9.3 Les attestations d'assurance requises (le cas échéant).

9.4 Si les documents fournis par le candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

A défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

NOTA : Le candidat n'est pas tenu de fournir les pièces énumérées ci-dessus s'il a déjà mis à jour ses attestations sur <http://www.e-attestations.com> pour un marché dont il serait titulaire auprès de l'IRSN. Dans ce dernier cas, il l'indique dans son dossier.

ARTICLE 10 - SIGNATURE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT ET NOTIFICATION

Au moment de l'attribution du marché, le pouvoir adjudicateur impose la signature électronique de l'acte d'engagement.

La signature se fera via l'utilisation de certificats de signature électronique répondant au référentiel général de sécurité et l'application du règlement eIDAS. Ils devront être valides (non expirés et non révoqués).

Ces certificats de signature électronique qualifiés entrent au moins dans l'une des catégories suivantes :

- un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique;
- un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement susvisé.

Les formats de signatures sont XAdES, CAdES ou PAdES. L'IRSN souhaite l'utilisation du format : PAdES

La liste des prestataires de services de confiance qualifiés figure sur le site : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>.

Les délais d'obtention pouvant aller de 15 jours à un mois, il est recommandé de se procurer la signature électronique assez tôt.

A l'issue de l'analyse et du classement des offres, l'attributaire sera invité à signer électroniquement l'acte d'engagement (en format .Pdf non modifiable) qu'il recevra depuis la plateforme Place.

Le (les) signataire(s) ne devra(ont) pas « verrouiller le fichier après la signature » afin de permettre à l'IRSN d'apposer en dernier sa signature électronique.

L'attributaire ne peut pas modifier le fichier qui lui est envoyé par l'IRSN pour signature. Toute modification apportée par l'attributaire ne sera pas opposable à l'IRSN.

Une fois que l'attributaire a signé électroniquement l'acte d'engagement, celui-ci le renvoie à l'IRSN via la plateforme PLACE.

L'IRSN signe en dernier le document puis notifie via PLACE le marché au titulaire.

La signature d'un dossier compressé (type zip) ne vaut pas signature de chaque document du zip.

En cas d'indisponibilité de la signature électronique au moment de l'attribution, l'acte d'engagement sera signé de manière manuscrite. A l'issue de l'analyse et du classement des offres, l'attributaire sera invité à signer l'acte d'engagement sans le modifier et il le retournera à l'IRSN par voie postale. L'IRSN signe en dernier le document, garde l'original et notifie via PLACE une copie du marché au titulaire.

ARTICLE 11 - CAS DES MARCHES SENSIBLES OU CLASSIFIES

11.1 Spécificité du marché

Marché sensible

Ce marché est un marché sensible au sens de l'arrêté du 30 novembre 2011 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale.

Marché « SPÉCIAL FRANCE »

Le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports, classifiés ou non, comportant la mention «SPÉCIAL FRANCE ».

11.2 Conditions particulières d'exécution

Marché sensible

Les candidats doivent impérativement fournir :

- soit un avis favorable de contrôle élémentaire en cours de validité ;
- soit un dossier de demande de contrôle élémentaire dûment complété (constitution du dossier disponible auprès de l'officier de sécurité de l'IRSN - IRSNSECURITE@irsn.fr).

Toute transmission des documents, ci-dessous demandés, comporte OBLIGATOIREMENT, la référence « xxxx ».

L'avis favorable doit parvenir sous enveloppe séparée portant IMPÉRATIVEMENT la référence ci-dessus, sous format papier en original, à l'officier de sécurité de l'IRSN avant la date limite de remise des candidatures.

1/ Le dossier de demande de contrôle élémentaire doit parvenir sous forme informatique dans un courriel adressé à l'officier de sécurité de l'IRSN (IRSNSECURITE@irsn.fr) portant IMPÉRATIVEMENT la référence ci-dessus, avant la date limite de remise des candidatures.

2/ Les demandes d'accréditation de personne physique doivent de plus être communiquées à l'officier de sécurité de l'IRSN sous forme papier originale signée sous enveloppe portant la référence ci-dessus et à l'adresse suivante :

Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire
A l'attention de l'officier de sécurité de l'IRSN
Boite postale n° 17
92262 Fontenay aux Roses cedex

Les mêmes démarches doivent être engagées pour les entreprises associées, en cas de candidature en groupement momentané d'entreprises ou de sous-traitants pressentis par le candidat audit marché.

À défaut d'avoir fourni et complété les pièces demandées dans le délai imparti, le candidat est réputé avoir renoncé à sa demande de contrôle élémentaire pour le présent marché et donc à sa candidature.

Marché « SPÉCIAL FRANCE »

Le marché nécessite la divulgation d'informations ou de supports, classifiés ou non, comportant la mention «SPÉCIAL FRANCE ».

En conséquence, aucune candidature émise par une entreprise de droit étranger ne pourra être retenue. Ce marché porte la mention "SPÉCIAL FRANCE" et ne peut être réalisé que par du personnel de nationalité française.

11.3 Introduction des recours

Un refus d'habilitation de personne morale ou de personne physique peut faire l'objet d'un recours :

Recours pour avis de contrôle élémentaire de personne morale ou de personne physique (accréditation) défavorable : peut être exercé dans les deux mois suivant la notification auprès du Haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère de la Transition écologique et

solidaire, Secrétariat général, service de défense, de sécurité et d'intelligence économique - comité d'appel, 244 boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

ARTICLE 12 - PROCEDURE DE RECOURS

12.1 Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil

Marseille 13006

Courriel: greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone: +33 491134813

(URL) <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Fax: +33 491811387 / 89

12.2 Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours

Tribunal administratif de Marseille

22-24 rue Breteuil

Marseille 13006

Courriel: greffe.ta-marseille@juradm.fr

Téléphone: +33 491134813

(URL) <http://marseille.tribunal-administratif.fr/>

Fax: +33 491811387 / 89

12.3 Les voies de recours

Les voies de recours ouvertes sont les suivantes :

- Référé pré-contractuel prévu aux articles L.551-1 à L.551-4 et L. 551-10 à L.551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA.
- Recours pour excès de pouvoir contre une décision administrative prévu aux articles R. 421-1 à R. 421-7 du CJA, et pouvant être exercé dans les 2 mois suivant la notification ou la publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- Recours de pleine juridiction ouvert aux tiers justifiant d'un intérêt lésé, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ANNEXE 1

DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT

Ce formulaire de demande d'acceptation de sous-traitance se décompose en deux volets.

Le volet n°1 est destiné à demander l'accord de l'IRSN sur :

- les prestations qui sont sous-traitées,
- le nom de la société sous-traitante,
- la capacité juridique du sous-traitant (conformément aux conditions fixées dans l'article 4 du Cahier des Dispositions Générales des Marchés passées par l'IRSN (version de novembre 2006), partie commune).

Le volet n°1 doit être renseigné et présenté à l'IRSN pour la sous-traitance de premier rang comme pour les sous-traitances de rang inférieur (cas de la sous-traitance en chaîne).

Le volet n°2 est destiné à soumettre à l'agrément de l'IRSN les conditions de paiement du sous-traitant. Il constitue un acte spécial ou un acte spécial modificatif

En conséquence, si un paiement direct est demandé, la case figurant ci-dessous et intitulée « demande de paiement direct » doit être obligatoirement cochée et le volet n2 doit être renseigné et signé par le Titulaire et le sous-traitant.

Dans le cas contraire, la case « pas de paiement direct demandé » doit être cochée et ainsi, le volet n°2 n'a pas à être renseigné et transmis à l'IRSN.

- ☐ Paiement direct demandé
- ☐ Pas de paiement direct demandé

VOLET 1 - DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS-TRAITANT

Le présent volet doit être renseigné et présenté à l'IRSN pour la sous-traitance de premier rang comme pour les sous-traitances de rang inférieur (cas de la sous-traitance en chaîne).

1- MARCHE CONCERNE

(à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire)

TITULAIRE (OU SOUMISSIONNAIRE) :

OBJET :

REFERENCE DU MARCHE (N°) :

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES :

- NATURE DES PRESTATIONS SOUS TRAITEES

- SOUS TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (à compléter le cas échéant):

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

MONTANT DES PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

2 - RENSEIGNEMENTS SUR LE SOUS-TRAITANT
(à remplir par le sous-traitant)

RAISON SOCIALE :

STATUT JURIDIQUE : CAPITAL SOCIAL :

ADRESSE DU SIEGE SOCIAL :

ADRESSE DE L'ETABLISSEMENT :

TELEPHONE : TELECOPIE :

N° SIRET : CODE NAF :

N° INSCRIPTION AU REGISTRE DU COMMERCE ET AU REPERTOIRE DES METIERS :

N° DE TVA INTRACOMMUNAUTAIRE •

DATE CREATION • EFFECTIFS PERMANENTS •

NOMBRE D'ETABLISSEMENTS SECONDAIRES :

APPARTENANCE A UN GROUPE : OUI NON

GROUPE :

GROUPEMENT D'ACHAT :

PRINCIPAUX ACTIONNAIRES ET PARTS DETENUES PAR EUX :

1)

2)

3)

PRINCIPALES PARTICIPATIONS, ACTIVITES ET PARTS DETENUES :

1)

2)

3)

NOM DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS :

1)

2)

3)

NOM ET QUALITE DES PERSONNES HABILITEES A ENGAGER L'ENTREPRISE :

1)

2)

CHIFFRES D'AFFAIRES DONT CELUI AVEC L'IRSN LE CAS ECHEANT, RESULTATS DES TROIS DERNIERS EXERCICES :

En k€	N-3	N-2	N-1
Chiffre d'affaires			
Résultat net (+/-)			
Chiffre d'affaires avec l'IRSN			

CERTIFICATION ISO (type, N° et validité) :
.....

AUTRES CERTIFICATIONS (QUALIBAT, AFNOR, CEFRI,...) :
.....
.....

HABILITATION (type et validité) :
.....

REFERENCES RECENTES DANS LE DOMAINE DU MARCHE CONCERNE (opérations exécutées durant [année en cours et dans les trois dernières années) :

NOM DU CLIENT		Montant de l'opération (€ HT)	OPERATIONS (Date, lieu, nature)
1			
2			
3			
4			

ACCIDENTS DU TRAVAIL AU COURS DES 3 DERNIERES ANNEES :

Désignation	n-1	n-2	n-3
Taux de fréquence			
Taux de gravité			

3 - DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT
(à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)

- les attestations de déclaration et de paiement des impôts et cotisations sociales permettant de justifier la situation du candidat au 31 décembre de l'année précédente ou une copie de l'état annuel des certificats reçus (formulaire DC7). Cette copie devra comporter la mention « copie attestée conforme à l'original ainsi que la date et la signature d'une personne habilitée à engager l'entreprise,
- une plaquette ou une note décrivant les métiers et les spécialités de l'entreprise,
- un extrait K ou KBIS datant de moins de trois mois,
- la copie du ou des jugements prononcés si la société est en redressement,
- les attestations d'assurance civile et professionnelle (décennale le cas échéant) en cours de validité,
- une copie du marché ou de la commande concernant les travaux ou prestations sous-traités.

4 - ATTESTATION DU SOUS-TRAITANT
(à remplir impérativement par une personne habilitée à engager le sous-traitant)

- Je soussigné, M. habilité à engager la personnalité morale de la société, atteste sur l'honneur que
- la société n'est pas en état de liquidation judiciaire ou que je ne suis pas en état de faillite personnelle,
 - je ne tombe pas sous le coup de l'interdiction visée à l'article 50 de la loi n° 52-401 du 14 avril 1952 modifiée par l'article 56 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978,
 - que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 1221-13, L. 1221-15, L. 3243-1, L. 3243-2 et L. 3243-4 du Code du travail, et que l'entreprise que je représente, ou toute personne ayant agi sous son couvert, présente dans l'entreprise, n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 5221-8, L. 5221-11, L. 8221-1 à L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8241-2 et L. 8251-1 du Code du travail,
- s'il fait appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- les renseignements figurant au chapitre 3 de la présente demande d'acceptation sont exacts.

Fait à :

LE SOUS-TRAITANT

Le

Nom et qualité du signataire

(date) :

Signature

5 – SIGNATURE DES PARTIES

LE TITULAIRE OU LE SOUMISSIONNAIRE

POUR L'IRSN

Fait à :

Fait à :

le (date) :

le (date) :

Nom et qualité du signataire

Nom et qualité du signataire

Signature

Signature

DECISION :

Accord ☐

Désaccord ☐

VOLET 2 - DEMANDE D'AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT

Le présent volet n°2 doit être renseigné et présenté à l'IRSN uniquement dans le cas d'un paiement direct du sous-traitant.

Pour procéder au paiement direct, le Titulaire du Marché est tenu d'adresser à l'IRSN la facture de son sous-traitant dûment visée par ses soins.

Lorsque le Titulaire adresse une facture à l'IRSN, celle-ci doit faire apparaître le montant total de l'échéance facturée ainsi que le montant de la facture de l'entreprise sous-traitante ayant fait l'objet d'un paiement direct.

1 - MARCHE CONCERNE (à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire)
--

TITULAIRE (OU SOUMISSIONNAIRE) :

OBJET :

REFERENCE DU MARCHE (N°) :

2 - PRESTATIONS SOUS-TRAITEES (à remplir par le Titulaire du marché ou le soumissionnaire)
--

PRESTATIONS SOUS TRAITEES

NATURE DES PRESTATIONS SOUS TRAITEES :

.....

SOUS TRAITANCE DE TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL (à compléter le cas échéant):

Le sous-traitant est autorisé à traiter les données à caractère personnel nécessaires pour fournir le ou les service(s) suivant(s) :

La durée du traitement est :

La nature des opérations réalisées sur les données est :

La ou les finalité(s) du traitement sont :

Les données à caractère personnel traitées sont :

Les catégories de personnes concernées sont :

Le soumissionnaire/titulaire déclare que :

☐ Le sous-traitant présente des garanties suffisantes pour la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles propres à assurer la protection des données personnelles ;

☐ Le contrat de sous-traitance intégrera les clauses obligatoires prévues par l'article 28 du RGPD.

MONTANT (HORS TAXES) :

CONDITIONS DE REGLEMENT :

CONDITIONS DE FACTURATION :

3 – DOMICILIATIONS BANCAIRES
(à remplir par le sous-traitant)

Banque : Agence :

Adresse :

BP : Code postal : Ville :

Compte à créditer :

4 – EXEMPLAIRE UNIQUE DU TITULAIRE

(le Titulaire coche l'une des deux cases suivantes selon la situation dans laquelle il se trouve ;
à
défaut, le paiement direct sera impossible)

- ☐ Au jour de la transmission de la présente demande, le Titulaire n'a pas cédé ou nanti sa créance.

Dans ce cas, l'IRSN délivre au Titulaire « l'exemplaire unique » destiné à être remis à l'établissement de crédit auprès duquel le Titulaire viendrait ultérieurement à nantir ou céder sa créance. Cet exemplaire unique est une copie du Marché dont il n'est pas délivré de duplicata. Cette pièce porte le titre « d'exemplaire unique » ainsi que la mention selon laquelle « **La part du Marché que le Titulaire n'envisage pas de confier à des sous-traitants est ramenée à la somme de** ».

Si le Titulaire envisage, après avoir transmis la présente demande, de céder ou de nantir sa créance, il devra préalablement en informer par écrit l'IRSN.

- ☐ Le Titulaire a cédé ou nanti sa créance antérieurement à la transmission de la présente demande d'agrément des conditions de paiement du sous-traitant.

Dans ce cas, le Titulaire doit produire à l'IRSN une attestation de l'établissement de crédit (auprès duquel la créance a été cédée ou nantie) justifiant que le montant de la créance ne fait pas obstacle au paiement direct de la part sous-traitée du Marché, ou qu'il a été réduit de manière à réaliser cette condition. En effet, la part du Marché que le Titulaire peut céder ou nantir ne doit pas être supérieure à sa quote-part de prestation à exécuter personnellement.

Si aucune de ces conditions n'est remplie, les conditions de paiement seront considérées comme non agréées par l'IRSN.

<p>5 - DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE SOUS-TRAITANT (à joindre impérativement à la présente demande dûment remplie)</p>
--

- le contrat de sous-traitance,
- un RIB.

<p>6 – SIGNATURE DES PARTIES</p>

LE SOUS-TRAITANT

POUR L'IRSN

Date :

Date :

Nom et qualité du signataire

Nom et qualité du signataire

Signature

Signature

LE TITULAIRE OU LE SOUMISSIONNAIRE

Date :

DECISION de l'IRSN :

Nom et qualité du signataire

Accord ☐

Désaccord ☐

Signature